

Mythe et vérité - Pour une critique de la solidarité de la gauche avec le Kurdistan

Antideutsche Aktion Berlin

« Depuis le début et la propagation à une vitesse éclair des soulèvements contre Assad en mars 2011, le régime de Damas a dû compter sur le soutien du PKK/PYD¹. Le régime devant focaliser son attention sur d'autres régions syriennes, le PYD n'était plus en mesure d'opprimer la population kurde » affirmait Jian Omar en novembre 2017 dans un entretien avec le *Huffington Post*². Interrogé sur le rôle du PYD dans la guerre civile syrienne, le politiste, porte-parole du courant oppositionnel Mouvement de l'avenir kurde³ en Syrie et membre du Conseil national kurde⁴ répondait : « Actuellement, le PYD ne fait que mettre en œuvre des décisions prises par les fonctionnaires du PKK. Les chefs et décideurs politiques dans les zones kurdes sont des fonctionnaires du PKK comme l'ont rapporté de nombreux journalistes occidentaux présents sur place. Les portraits d'Öcalan⁵ sont accrochées partout dans les régions kurdes. »

Suite à l'escalade et à la militarisation du soulèvement en Syrie en 2012, le gouvernement négocia un accord avec le PYD. Le parti devait prendre en charge la

1 NDT : Le Parti des travailleurs kurde (PKK), formé en 1978, est un groupe armé kurde surtout actif en Turquie, en Syrie, en Iran et de plus en plus en Irak. Le PKK est en opposition armée, sous forme de guérilla, avec la Turquie depuis 1984. À sa création, il visait l'indépendance des territoires à population majoritairement kurde se situant dans le sud-est de la Turquie, région constituant une partie du Kurdistan ; à présent les revendications d'indépendance du PKK se sont muées en demandes d'autonomie culturelle au sein d'un système fédéral plus large et la libération de son leader Abdullah Öcalan détenu en Turquie depuis 1999. Le Parti de l'union démocratique (PYD) est un parti politique kurde syrien, frère jumeau du PKK. D'orientation socialiste démocratique et apoïste (du surnom d'Öcalan, Apo), il revendique actuellement le contrôle du Kurdistan syrien, devenu le Rojava entité fédérale en 2016.

2 Jarin Affar, Interview avec Omar Jian, « Die Wahrheit ist, dass die PKK eine kurdisch-türkische Partei ist und die syrischen Kurden nicht vertreten kann. », *Huffington Post*, 02/11/2017, https://www.huffingtonpost.de/arjin-jaafar/die-wahrheit-ist-dass-die_b_18400356.html.

3 NDT : Le Mouvement de l'avenir kurde est un parti politique kurde syrien libéral fondé en 2005 par Mashaal Tammo.

4 NDT : Le Conseil national (CNK) est une organisation politique kurde impliquée dans la guerre civile syrienne. Opposé également au régime de Bachar el-Assad, il se différencie du reste de l'opposition syrienne en ce qu'il souhaite une décentralisation et lutte pour l'autonomie des Kurdes. Le CNK est par ailleurs entré en conflit avec le PYD, accusé d'être un soutien au gouvernement baasiste syrien.

5 NDT : Abdullah Öcalan, né le 4 avril 1949, est l'un des fondateurs et le dirigeant du PKK. Il est emprisonné en Turquie depuis 1999.

gestion politique, militaire et économique des cantons du nord-est et en même garantir le maintien de l'ordre public. Cela signifiait concrètement la répression de toute opposition. Les points névralgiques, comme par exemple l'aéroport de Qamischli, demeuraient cependant sous le contrôle des troupes fidèles au régime.

La soi-disant « auto-administration démocratique », plus connue sous l'appellation « confédéralisme démocratique », sert de légitimation idéologique au pouvoir du PYD. Par cette tromperie, ce dernier s'assure du soutien de toute une scène pro-kurde en occident.

Les très nombreuses assemblées locales récemment instituées ne servent pas à la mise en œuvre de la démocratie de base tant vantée à travers le monde mais à un contrôle extensif de la population. Plutôt que de construire des structures démocratiques transparentes, des autorités loyales déterminent dans les cantons les processus de décisions.

Les organisations et partis critiques du régime d'Assad, et par extension du PYD, n'ont pas été intégrés à la nouvelle administration des zones kurdes et au parlement. Les manifestations contre les nouveaux détenteurs du pouvoir sont interdites. Des journalistes indépendants, activistes et membres d'associations oppositionnelles ont été enlevés et torturés. Depuis 2012, au moins 30 personnes critiques du PYD ont été assassinées.

Des organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Amnesty International ou Human Rights Watch ont exposé dans les dernières années le règne de terreur des nouveaux favoris du mouvement de solidarité internationale. Mais presque personne ne s'intéresse aux témoignages de recrutements forcés, au fait que des enfants combattent dans les rangs des YPG⁶ ou à l'expulsion de populations de villages entiers⁷.

La supposée protection des minorités religieuses et ethniques est souvent brandie comme argument en faveur de l'auto-administration kurde par le PYD. L'action des YPG en octobre 2015 sur le terrain dans la région de Tall Abyad contredit cependant cet argument. Amnesty International relate ainsi les faits suivants dans le *Monde Diplomatique* : « En détruisant délibérément les logements de civils, dans certains cas en rasant et en incendiant des villages entiers, en déplaçant leurs habitants sans aucune justification sur le plan militaire, l'administration autonome abuse de son autorité et bafoue de manière éhontée le droit international humanitaire, dans le cadre d'attaques constituant des crimes de guerre »⁸. Les villages concernés étaient en majorité peuplés d'Arabes. Les YPG justifièrent ces mesures d'expulsion en invoquant

6 NDT : Les Unités de protection du peuple (YPG) forment la branche armée du PYD.

7 « Amnesty International wirft Kurden Vertreibung vor » , *Zeit Online*, 13/10/2015, <http://www.zeit.de/politik/ausland/2015-10/syrien-amnesty-international-bericht-vertreibungen> .

8 « [Forced displacement and demolitions in northern Syria](#) », Amnesty International, Londres, 13 octobre 2015 in Court Mireille & Den Hond Chris, « Une utopie au cœur du chaos syrien », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2017, <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/09/COURT/57879> .

une supposée collaboration entre les habitants de ces villages et l'État islamique sans pour autant fournir de preuves de leurs accusations.

De manière générale, cette politique des minorités, fondée sur la reconnaissance d'une « mosaïque de groupes ethniques », pour reprendre l'expression d'habitants arabes de Manbidsch, doit être dénoncée comme un ethno-pluralisme local. Plutôt que de protéger l'individu face à l'iniquité du clanisme et des prescriptions religieuses, le PYD cimente ces rapports sociaux archaïques et leur confère en partie encore plus de pouvoir qu'avant. Les autorités traditionnelles sont reconnues en tant que représentantes des minorités (qu'elles soient arméniennes, arabes, turkmènes ou bien tcherkesses) et les traditions obsolètes que la politique progressiste du PYD s'échinerait à démanteler pas à pas se voient en réalité réaffirmées.

Le nouveau rôle social des femmes, tant vanté comme un des plus grands accomplissements du mouvement d'émancipation kurde syrien, correspond bien d'avantage à un fantasme d'hommes occidentaux plutôt qu'à la réalité. Les femmes travaillent généralement dans des structures politiques et militaires autonomes. La séparation des sexes est strictement maintenue. Une collaboration au delà des frontières de genre n'existe qu'au sommet du parti. Mais dans les assemblées les plus importantes, soit dans le quartier général et au sein de l'armée, ce sont les hommes qui décident en dernière instance.

Les grossesses au sein des structures militaires sont interdites et sévèrement punies. Les liaisons amoureuses ne sont pas vues d'un bon œil. En outre, la soi-disant interdiction de la polygamie reste une chimère. Une membre de l'organisation Kongreya Star⁹ rapporte ainsi qu'en raison « du manque de jeunes hommes » certaines femmes accepteraient d'épouser des hommes déjà mariés : « Si tous les participants sont d'accord, alors le juge peut exceptionnellement accorder ce droit ».

Les unités de femmes tant célébrées ne sont généralement pour les combattantes individuelles qu'une issue pour s'extraire de rapports de domination archaïques. Plutôt que d'être mariées de force à l'adolescence au sein de la communauté paysanne, elles se jettent directement dans les bras d'une organisation terroriste. L'endoctrinement qui s'ensuit s'avère brutal. Une commandante des YPG dicte les propos suivants dans le microphone du journaliste Wes Enzinna : « Être une martyre est la meilleure chose qui soit. La peur c'est pour les femmes occidentales qui restent à la cuisine »¹⁰. Des jeunes femmes qui se « sacrifient » dans des attentats-suicides sont érigées au rang de martyres même si cela contredit l'exigence idéologique de protection militaire des populations déplacées mis en avant par la YPG contre le mépris du corps humain, utilisé directement comme une arme, affiché par l'État islamique.

Un culte des martyrs, quelque'il soit, n'est pas à idéaliser mais à critiquer. Mais de

9 NDT : Kongreya Star est une confédération d'organisation de femmes au Rojava fondée en 2005.

10 Enzinna Wes, « Utopia im Krieg », *Philosophie Magazin*, n°3, 2016.

telles contradictions sont ignorées en connaissance de cause par les soutiens européens qui font circuler sur internet les photos des braves combattantes contre l'État islamique (ou en ce moment contre l'invasion turque), nouvelles effigies de la cause kurde.

En avril 2017, deux commandants du Hezbollah expliquaient qu'ils avaient collaboré plusieurs fois avec les YPG. Si le régime d'Assad nie certes tout accord avec la milice du parti kurde, les commandants du Hezbollah expliquaient pourtant qu'il s'étaient directement « coordonnés avec les YPG quand ceux-ci donnaient l'assaut à Daesh tout en livrant des combats contre les rebelles syriens »¹¹.

Quand l'armée turque pénétra en mars 2018 avec un déploiement de troupes massif dans le canton d'Afrin, les YPG combattirent aux côtés des milices chiïtes soutenues par l'Iran et l'appui des forces américaines sur place. Cette coalition insolite fut rapidement renforcée par des combattants du Hezbollah. Le dictateur syrien ressort ainsi une nouvelle fois comme le grand gagnant de cette alliance.

Les troupes d'Assad bombardent la Ghouta orientale en vue de sa reconquête, avancent à Idlib contre les milices djihadistes alliées de la Turquie et occupent en commun avec les YPG des positions à Afrin¹². Une chose est claire maintenant : le soulèvement contre le régime de terreur baasiste¹³ n'est pas menacé d'échec, il a échoué. L'alliance anti-impérialiste Iran-Russie-Syrie-Hezbollah a pris le dessus sur le plan militaire. Ce n'est plus qu'une question de temps avant que le silence de mort qui régnait avant mars 2011 ne revienne dans la république arabe.

Il faut que les amis de la cause kurde comprennent clairement que les luttes pour l'autonomie ne sont pas seulement combattues avec véhémence par la Turquie. Pour Assad, le nord de la Syrie est inséparable de sa zone d'influence. Une fois les derniers territoires encore tenus par les insurgés sunnites reconquis par des milices fidèles au gouvernement, l'expérimentation du confédéralisme démocratique se trouvera en grand danger.

On peut d'ores et déjà affirmer avec certitude que la stratégie perfide des détenteurs du pouvoir en Syrie a porté ses fruits : *divide et impera*.

Bibliographie

« Amnesty International wirft Kurden Vertreibung vor », *Zeit Online*, 13/10/2015,

11 Osten-Sacken Thomas, Syrie: Kurdische Partei kooperiert mit Hisbollah, mena-watch, 03/04/2017, <https://www.mena-watch.com/mena-analysen-beitraege/syrien-kurdische-kraefte-kooperieren-mit-hisbollah/7/>

12 NDT : ce texte fut rédigé avant la prise d'Afrin par l'armée turque et ses supplétifs djihadistes le 18/03/2018.

13 NDT : Le Baasisme est l'idéologie politique de la mouvance politique nationaliste arabe du Baas et des partis s'en réclamant. La doctrine baasiste s'inscrit dans la logique du nationalisme et du panarabisme en y rajoutant un vernis pseudo-socialiste.

<http://www.zeit.de/politik/ausland/2015-10/syrien-amnesty-international-bericht-vertreibungen> .

Enzinna Wes, « Utopia im Krieg », *Philosophie Magazin*, n°3, 2016.

« Forced displacement and demolitions in northern Syria », Amnesty International, Londres, 13 octobre 2015 in Court Mireille & Den Hond Chris, « Une utopie au cœur du chaos syrien » , *Le Monde Diplomatique*, septembre 2017, <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/09/COURT/57879> .

Jarin Affar, Interview avec Omar Jian, « Die Wahrheit ist, dass die PKK eine kurdisch-türkische Partei ist und die syrischen Kurden nicht vertreten kann. » , *Huffington Post*, 02 / 11 / 2017 , https://www.huffingtonpost.de/arjin-jaafar/die-wahrheit-ist-dass-die_b_18400356.html .

Osten-Sacken Thomas, Syrien: Kurdische Partei kooperiert mit Hisbollah, *mena-watch*, 03/04/2017, <https://www.mena-watch.com/mena-analysen-beitraege/syrien-kurdische-kraefte-kooperieren-mit-hisbollah/7/> .

Traduit de l'allemand par Memphis Krickeberg

Paru initialement dans *Jungle World*, 12/03/2018, <https://jungle.world/blog/jungleblog/2018/03/mythos-und-wahrheit-zur-kritik-der-linken-kurdistan-solidaritaet> .